



Le CPRDFOP (Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles)

Le **diagnostic partagé** à la base du projet de CPRDFOP confirme l'urgence d'une politique de formation et d'orientation ambitieuse pour la région :

- Région la plus touchée par le **chômage**, les Hauts-de-France sont aussi celle où le **taux de pauvreté** est le plus élevé
- Depuis 2008, **l'emploi** est en **diminution** sur tous les territoires, à l'exception de celui de Lille.
- Le diagnostic parle de « **territoires très fragilisés et plus inégaux** »
- On assiste à une véritable **saignée de l'industrie**, avec près du tiers (29 %) d'emplois disparus en 25 ans
- Le **déficit de qualifications** est confirmé et le diagnostic parle d'un « **désajustement qualitatif de la main-d'œuvre disponible** »
- Les embauches se font en majorité **sur des contrats courts** et 96 % des Déclarations préalables à l'embauche **concerne des CDD ou de l'intérim**
- Il y a plus de 20 000 **décrocheurs** potentiels chaque année
- Près du tiers des non scolarisés de 15-25 ans n'ont **aucun diplôme** et 21,2 % sont en **situation d'exclusion totale**

Le projet de CPRDFOP, qui fixe un cadre stratégique et opérationnel pour toute la durée du mandat du Conseil régional, **constitue-t-il une réponse à la hauteur de tels défis ?**

Le débat au CREFOP a permis que, sur plusieurs points, le texte soit plus équilibré et plus consistant qu'il l'était au départ.

Le constat y est fait que « *le lien entre **niveau de qualification** et niveau de chômage est établi de multiples manières, à tous les âges de la vie. Face à cet enjeu, il est donc primordial de travailler à la montée en compétence de la région Hauts-de-France et de faire de **l'accès à un premier niveau de qualification** une priorité absolue pour chaque jeune et chaque adulte de notre région.* » Ce que la CGT partage.

Le projet de CPRDFOP contient des orientations positives, par exemple sur l'importance d'un véritable Service public régional d'orientation.

Mais la CGT partage les réserves, les critiques et les demandes du **projet d'avis du CESER**.

En particulier, nous ne voyons pas comment les intentions affichées, fussent-elles les meilleures, pourraient être réalisées si, comme l'a déclaré Xavier Bertrand, il s'agit de « *faire plus et si possible mieux avec moins* ».

Permettre aux établissements scolaires de lutter efficacement contre le décrochage, accompagner les parcours d'orientation, préparer aux métiers de demain, permettre l'accès de tous à un 1^{er} niveau de qualification, développer les formations innovantes, réduire les inégalités d'accès à la formation et les disparités entre territoires, construire un service public de la formation et de l'orientation, **rien de tout cela ne se fera sans moyens financiers à la hauteur**.

Le groupe CGT salue la qualité du travail effectué par le président de la commission, le rapporteur et les membres du groupe de travail malgré des délais excessivement courts.

Le groupe CGT **votera l'avis**.